Lien d'information
hebdomadaire
des communistes

N° 421
9 novembre 2010

infohebdo

Sommaire

Edito 1
Ripostons, proposons – Salle comble à Japy 1
Discours de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF 2
Le projet 7
Rencontres nationales sur le Projet 7
PCF - 90ème anniversaire « Porte ouverte à Fabien » 8
Congrès du PGE - Feuille de route pour une Europe sociale 9
Evaluation politique et perspectives 9
Propositions d'actions communes pour la résistance et l'alternative en Europe 10
Vie du Parti 18
Collectif national « Entreprises, lieux de travail » 18
Communication 19
Communiqués de presse 19
Aide à la communication 19

EDITO



Le vote en seconde lecture n'y change rien, la réforme Sarkozy est profondément rejetée par le peuple, elle est illégitime.

Le président de la République aura beau tenter d'essayer de nous distraire avec son remaniement, pas grand monde ne s'en préoccupe. L'essentiel est ailleurs, dans la colère qui anime notre peuple, dans ce mouvement social qui, sous des formes diverses, se prolonge et enracine de plus en plus profondément une exigence: celle de la mise en œuvre d'une véritable politique sociale.

Une exigence qui nécessite de la gauche qu'elle se mette à la hauteur. Une gauche qui se sorte de la soumission aux «contraintes financières» imposés par les marchés, la commission européenne et le FMI. Une gauche qui ose enfin mettre à contribution le capital et engager les grandes réformes dont notre peuple à besoin!

Pour y parvenir, il ne faut pas compter sur un quelconque «sauveur suprême» ni sur le casting cadenassé de l'élection présidentielle.

Rien ne sera possible si les hommes et les femmes qui sont dans les mobilisations sociales, qui portent les aspirations de changement, restent spectateur face au débat politique. Contribuer à ce qu'ils et elles soient partie prenante de la construction d'une véritable alternative, c'est l'ambition que nous portons avec nos partenaires du Front de Gauche, c'est le sens des initiatives que nous déployons pour l'élaboration d'un programme populaire et partagé.

Cette démarche commence à prendre forme, des acteurs du mouvement social nous témoignent de leur disponibilité à y participer, des initiatives sont programmées, des cahiers citoyens se remplissent.... Amplifions nos efforts pour faire émerger dans notre pays ce débat sur ce que devra faire la gauche!

Bob Injey

RIPOSTONS, PROPOSONS – Salle comble à Japy

A l'appel du PCF, mille personnes s'étaient donnés rendez-vous lundi 8 novembre au Gymnase Japy, dans le 11ème arrondissement de Paris. Une soirée de lutte et d'échanges autour des propositions alternatives portées par le PCF qui témoignait de la combattivité intacte des militants présents. Deux jours après la huitième mobilisation nationale contre la réforme des retraites, le moment était d'importance. Il s'agissait aussi de faire le point sur le

débat à gauche, les prochaines échéances politiques et sociales, pointer l'importance du développement du Font de Gauche et du PCF et de tracer des perspectives politiques face à une droite toujours aussi déterminée à multiplier les mauvais coups.



Discours de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Pierre Laurent a prononcé le discours de clôture du meeting de Japy à Paris le 8 novembre 2010.

Mesdames et Messieurs,

Cher-e-s ami-e-s et cher-e-s camarades,

Nous tenons ce meeting dans un moment exceptionnel. Samedi, c'est encore plus d'1,2 million de personnes qui manifestaient dans le pays contre la réforme des retraites, sans compter les milliers de femmes venues défiler à Paris pour les droits des femmes et singulièrement le droit à l'avortement aujourd'hui gravement remis en cause. Oui, la mobilisation n'est pas terminée ! Oui la colère est plus grande que jamais contre un pouvoir qui méprise à ce point les salariés de notre pays !

Le gouvernement peut bien pérorer. C'est un très haut niveau de mobilisation et de combativité qui persiste, après des semaines d'une exceptionnelle intensité. Nous vivons un de ces mouvements sociaux, une de ces mobilisations citoyennes, dont notre peuple a le secret et qui marqueront, après d'autres - 1995 ou 2005 et le TCE pour ne citer que les plus récentes - l'histoire de notre pays.

Le gouvernement continue sa chanson sur l'essoufflement, l'échec, la fin du mouvement. Il a fait voter sa loi, non sans mal, et après avoir été obligé de mettre au pas les deux Assemblées, pourtant dominées par des majorités honteusement serviles, et le voilà qui veut nous faire croire qu'il a gagné la bataille.

Eh bien, nous affirmons ici le contraire : Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont fait voter la loi, mais le président de la République vient de perdre sa première grande bataille politique depuis 2007. Et quoi que nous chantent les bla-bla gouvernementaux, cela change tout pour la suite !

C'est clair et net, la bataille des retraites n'est pas terminée. L'intersyndicale vient de décider une nouvelle journée d'action entre le 22 et le 26 novembre. De multiples actions sont prises dans de nombreuses corporations. Des grèves continuent et il faut saluer le courage de ceux qui les conduisent. Quelle que soit l'issue de la bataille engagée, le peuple français restera durablement marqué par les évènements que nous vivons en ce moment.

Trois convictions majeures nous ont rassemblé et rassemblent une majorité de nos concitoyennes et de nos concitoyens au cours de cette bataille.

La première est très claire : nous, salariés de toutes conditions et jeunes en formation de ce pays, nous ne voulons pas vivre les décennies à venir sous le régime injuste que nous impose cette loi. Nous nous battrons jusqu'à sa remise en cause, parce que ce n'est pas la vie que nous voulons. Le vote de la loi ne tourne pas la page. Ce combat est plus que jamais devant nous. Et, que les choses soient claires, ce message s'adresse à tous les gouvernements à venir, quels qu'ils soient. Qu'aucun d'entre eux ne mise sur la résignation en la matière. Tout simplement parce qu'il en va d'une question essentielle pour la vie de notre peuple, pour l'avenir de la jeunesse du pays.

Nous ne voulons pas être contraint d'attendre de toucher une retraite, souvent de misère, jusqu'à 62, 65 ou 67 ans quand 40% des salariés qui partent aujourd'hui à 60 ans ne sont déjà plus en situation d'emploi mais exclus du travail. Nous ne voulons pas laisser voler les plus belles années de retraite à des ouvriers épuisés, victimes de maladies professionnelles mal reconnues, à des employés ou des cadres minés par le stress. Nous ne voulons pas laisser les femmes subir tout au long de leur vie professionnelle la précarité, le temps partiel, les bas salaires, pour s'entendre dire à 60 ans, il faut continuer à ce régime là deux, cinq ou sept ans de plus, et tout ça pour une pension indigne d'une vie au XXIème siècle. Nous ne voulons pas priver les jeunes d'un million d'emplois quand leur accès au marché du travail serait au contraire une des clés d'une réforme juste et solidaire des retraites.

Oui, nous ne voulons pas de tout cela, et nous nous battrons jusqu'au bout ! Cette réforme ne doit pas s'appliquer. C'est maintenant notre combat.

Une seconde conviction s'est imposée avec clarté. Ce pouvoir est indigne, il a décidément tourné le dos à toute légitimité populaire, et n'a qu'une boussole, les intérêts de l'oligarchie financière. Pour faire adopter cette loi, il a tout bafoué : bafouée la négociation avec les syndicats qui n'a jamais existé ; bafouée la voix du peuple qu'il n'a jamais voulu écouter, niant l'évidente opposition majoritaire du pays, méprisant les manifestants, stigmatisant et réprimant les grévistes, manipulant jusqu'au ridicule les chiffres pour nier l'importance des mobilisations ; bafouée la jeunesse, qu'il a cherché à infantiliser, niant son droit au débat et à la libre expression, puis a provoqué, infiltrant la police dans ses rangs, en utilisant des méthodes de voyous ; bafoué le Parlement, dont la conduite des débats a été régenté par l'Elysée au mépris de la Constitution, réduisant les parlementaires de sa majorité à des applicateurs zélés et serviles de la moindre de ses directives ; au fond bafoués tous les principes démocratiques et les valeurs républicaines de notre pays, valeurs désormais régulièrement mises à mal depuis que le gouvernement s'est engagé pour détourner la colère populaire sur la voie haineuse de la xénophobie d'État.

Eh bien, ce n'est pas comme cela que notre pays entend être gouverné. Ce n'est pas cette France dénaturée dans laquelle nous nous reconnaissons. Nous ne sommes pas une république bananière dans laquelle l'élection du Président de la République peut devenir un blanc-seing assimilé au vote des pouvoirs spéciaux dont le président pourrait user sans limite hors de tout contrôle démocratique.

Oui, en adoptant la loi contre la majorité populaire, contre toutes les organisations syndicales, Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont signé leur illégitimité. Au nom de la souveraineté démocratique, ils sont condamnables et condamnés.

La troisième conviction s'est lue sur bien des pancartes, a été entendue dans bien des témoignages, elle résume la portée du mouvement : « de cette société là, nous ne voulons pas ! ».

La bataille sur les retraites a cristallisé le rejet de choix politiques qui, en tous domaines, visent à faire payer la crise financière capitaliste aux salariés. Ces choix nous conduisent tous, et la société avec, dans de très graves impasses, dans des crises décuplées, dans une régression générale et continue.

La crise est bel et bien là. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Notre pays compte désormais très officiellement 4 millions de chômeurs. Parmi eux, plus de 725.000 séniors et 750.000 jeunes : que dire d'une société qui réserve pour seul sort aux plus âgés et aux plus jeunes la souffrance du chômage ? Elle est malade et cette maladie a un nom : le cancer généralisée de la finance. La sueur des uns fait le profit des autres. Les entreprises du CAC 40 affichent 47 milliards de profit pour la seule année 2009. C'est plus que le besoin de financement de la sécurité sociale. Et si l'on en croit les Échos du 21 octobre, les dix premiers groupes du CAC 40 sont assis sur un matelas de trésorerie de 145 milliards d'euros ! Quant aux banques, elles annoncent à nouveau des profits faramineux. Où elle la morale d'un tel système qui fait sa fortune en rackettant le travail et la création de richesses ?

Les luttes actuelles montrent que des millions de salariés ont pris conscience de cette crise et de la nécessité d'en sortir autrement qu'avec les recettes capitalistes. Au delà de l'enjeu du droit à la retraite, ce mouvement porte de très grandes exigences populaires en matière d'emploi, de salaire et de pouvoir d'achat et, plus profondément encore, il porte la question essentielle du travail et de sa finalité. Je pense aux sous-traitants et intérimaires de l'aéroport de Roissy, à nouveau mobilisés jeudi dernier, à ces bagagistes qui souffrent au travail et vivent comme une insupportable provocation le recul de l'âge légal de départ en retraite ; ou encore aux agents de Pôle Emploi qui seront demain mobilisés pour exiger le retrait du plan de suppression de 1800 postes, dénoncer leurs conditions de travail et donc les conditions d'accueil de millions de chômeurs dans ces structures.

Sauf à vouloir remplacer la société par le chaos, il est temps d'administrer à ce système capitaliste un traitement de choc. Il est de notre responsabilité pour cela d'inventer ensemble un nouvelle civilisation, une civilisation de toute l'humanité, fondée sur la maîtrise et le dépassement des marchés, sur des nouveaux pouvoirs pour les citoyens, les travailleurs et indissociablement sur une autre culture, une nouvelle éthique, de nouvelles valeurs de partage, de respect de la créativité de chacun.

Soyons confiants dans notre capacité à atteindre cette ambition. Le désarroi de la droite se fait chaque jour un peu plus sentir. Il s'entend et se lit. Il y a ces derniers temps, à droite, une petite musique savoureuse que j'aimerais partager avec vous. Claude Bébéar s'en est récemment fait l'interprète dans une interview au Monde. A la question « Comprenez-vous la résistance des Français à la réforme des retraites ? », le président d'honneur d'AXA a répondu ces quatre mots lourds de sens : « A vrai dire non. » Cette musique, loin des discours officiels, nombreux sont ceux à l'UMP qui ose l'avouer : « ils ne comprennent pas ! ». Ils ne comprennent pas comment, alors que la propagande étatique fonctionnait à plein régime, alors que le calendrier avait été soigneusement déterminé, comment une telle mobilisation a été possible.

Et pour cause ! Depuis 2007, ils pensaient que tout était réglé : leur politique était, disaient-ils, ultra-populaire ; les syndicats étaient devenus « responsables » ; et vous vous souvenez toutes et tous de cette phrase de Nicolas Sarkozy lui-même : « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit ». C'est d'ailleurs probablement cette même arrogance qui a fait confondre à Jean-Louis Borloo, 300 et 3000 stations-services à sec en pleine grève des raffineries.

Mais la crise financière et la réponse des gouvernants à cette crise ont mis fin à cet enfumage. Et le mouvement actuel a bel et bien été à la hauteur de l'attaque sans précédent lancé à la faveur de cette crise contre le monde du travail.

Voilà, mes amis, ce qui vient de changer. Et vous le mesurez, ce n'est pas rien. Nous venons d'entrer dans une nouvelle phase de l'affrontement contre ce pouvoir, avec des atouts nouveaux. Nicolas Sarkozy voulait faire de la retraite sa bataille essentielle. Nous avions décidé de relever le défi en décidant lors de notre congrès de faire de cette bataille un axe majeur de notre action. Nous pouvons être fiers de la bataille menée. Oui, nous sortons plus forts des semaines écoulées, Nicolas Sarkozy et les siens plus affaiblis.

Avant de vous dire encore un mot sur l'avenir et les tâches politiques essentielles qui nous attendent, permettez-moi de saluer notre peuple qui une fois encore a montré son extraordinaire capacité de résistance. Aux heures les plus fortes de la mobilisation, nous avons tous ressenti ce que nous ressentions en militant pour le non au TCE en 2005 : la formidable intelligence d'un peuple face à un pouvoir se servant de tous les artifices pour le diviser et le faire plier ; la combattivité de millions de femmes et d'hommes qui n'est conquise que dans la conviction de se battre pour la justice sociale ; et, aussi, cette envie de liberté, d'égalité et de fraternité, cette envie de faire vivre et de reconquérir les valeurs de notre République, de les faire entrer dans le XXIème siècle quand tant de bons apôtres du capitalisme mondialisé nous expliquent que la modernité serait d'y renoncer.

Je veux aussi ce soir saluer le travail exceptionnel des organisations syndicales. Jour après jour, elles ont multiplié les initiatives pour informer les travailleurs de la nature régressive du projet gouvernemental. Depuis des mois, elles sont restées unies sans ne jamais rien céder au gouvernement qui fasse reculer les droits des salarié-es. Et, aujourd'hui, des millions de salariés affirment ensemble leur volonté de maintenir le droit à la retraite à 60 ans et se mobilisent pour le garantir. Bravo à elles pour leur lucidité et leur détermination. Je peux vous dire, moi qui vient de me rendre, pour préparer le prochain congrès du PGE les 4 et 5 décembre à Paris, à Madrid, Rome, Athènes et Hanovre, que l'Europe entière admire et regarde ce qui se passe dans notre pays.

Je veux enfin redire ici l'importance du travail des parlementaires communistes, de l'ensemble des deux groupes dans leur diversité. Le projet de loi qu'ils ont élaboré et porté a donné une perspective politique crédible à la mobilisation en montrant, proposition contre proposition, qu'une autre réforme était et demeure possible. Leur grande ténacité dans le débat parlementaire a donné un formidable écho aux revendications des salariés. Nous pouvons être fiers d'eux. Le peuple a besoin de tels élus et ils ont montré ce que le peuple est en droit d'attendre de la gauche.

Car, c'est l'autre question dont je veux vous parler ce soir. La gauche doit maintenant prendre la mesure de la puissance de l'exigence populaire qui vient de gagner le pays. Et elle doit se mettre à la hauteur. Je ne vais pas y aller par quatre chemins : le risque est grand qu'elle ne le fasse pas. Et c'est exactement ce que pensent les gens qui expriment dans plusieurs sondages parus ces jours ci tout à la fois leur envie de gauche et leur scepticisme sur la gauche.

Les Français ont raison. Aujourd'hui, le fossé existe. Le décalage est réel. Mais, nous, mes camarades, nous ne sommes pas là pour constater cette situation, pour pleurnicher, même avec les larmes de la colère, sur l'état du problème. Nous sommes pour là pour changer cette situation, pour construire avec notre peuple le projet collectif de changement auquel il aspire, pour ouvrir avec lui le chemin d'espoir qui lui ouvrira la porte. Et je l'ai dit, ce qui vient de se passer nous donne de nouveaux atouts pour y parvenir.

Que propose-t-on pour le moment à notre peuple pour résoudre ce problème et répondre à ces attentes ?

A droite, on nous propose un remaniement ! La belle affaire ! Le petit jeu de Nicolas Sarkozy, qui dure maintenant depuis des mois, à jouer, comme le disait Marie-George, avec les prétendants de son camp à tel ou tel poste, est, dans la période, tout simplement indécent. Je le dis clairement ce soir : il n'y a rien à attendre du remaniement, rien, absolument rien. Ils vont changer l'ordre de la photo gouvernementale. Et, de toute façon, dans la monarchie UMP, Nicolas Sarkozy décide tout et tout seul. Alors que l'on ne compte pas sur nous pour commenter ce nouveau casting. Le remaniement, on s'en fout et ça n'intéresse pas les Français.

Au Parti socialiste, on nous parle élection présidentielle, et c'est effectivement une échéance importante. Au lendemain de la journée de mobilisation du 26 octobre, Ségolène Royal - qui parlait un peu vite de « défaite », merci pour ceux qui luttent - déclarait que la réforme des retraites ne constituait pas « une défaite définitive » et était réversible en cas de victoire de la gauche à la présidentielle de 2012. Certes, aucune loi n'est éternelle. Celle-ci pourra donc être changée. Mais le problème, c'est sur quelle base ?

François Hollande, déclarait cette semaine dans une interview : « Il est évident que l'allongement de l'espérance de vie conduira à un allongement progressif de la durée de cotisation. […] Au nom de quoi empêcher un salarié qui n'a pas forcément tous ses trimestres de liquider sa pension plus tôt, quitte à subir une décote ? C'est quand même un choix de vie ! » Fin de citation.

Eva Joly n'est pas en reste quand elle déclare : « L'attention a été trop centrée sur l'aspect faussement bon sens et comptable de la réforme. L'argument qui consiste à dire nous vivons plus longtemps donc il faut travailler plus est superficiel. Il faut poser la question : qui travaillera plus longtemps ? ». Permettez-moi, là encore, de ne pas être très rassuré quant aux résultats produits par une réforme des retraites qui partirait de la question « qui travaillera plus longtemps ?».

Eh bien, nous, nous ne prenons pas le débat de cette manière. Nous en avons assez de cette gauche de la défaite qui n'a que « le réalisme de la contrainte financière » à la bouche comme si les dogmes de la gestion capitaliste et du FMI étaient devenus incontournables. Ce sont ces dogmes qui nous ont conduit à la crise. Je le dis aux responsables du Parti socialiste et d'Europe Ecologie : si la gauche revient au pouvoir, elle aura la responsabilité principale de répondre à une question, « qui doit payer : le capital ou les salariés ? ». Eh bien, si la réponse de cette gauche, c'est encore les salariés, ce sera sans nous !

Mais j'en suis sûr, ce n'est pas ce que veulent les femmes et les hommes de gauche de ce pays. Et, je préfère parler de potentiel et pas de contrainte. Comme du potentiel fiscal des hauts revenus ou des revenus du capital par exemple. Je suis d'ailleurs tombé sur une nouvelle niche fiscale la semaine dernière. Elle s'appelle la niche Copé. C'est une niche qui permet aux sociétés d'être exonérer d'impôt sur les plus-values liées à la cession d'une filiale possédée depuis au moins 2 ans. Ça paraît technique comme ça mais je vous garantis que c'est très efficace pour les grands groupes. Ça l'est nettement moins pour les finances de l'État qui a perdu avec ce dispositif, pour la seule année 2008, plus de 12 milliards de recettes. C'est 20 fois le coût du bouclier fiscal la même année ! C'est formidable, non, la niche Copé ? Et des niches comme celle-là, nul doute qu'il en existe probablement des dizaines d'autres.

Alors, oui, le temps est venu de poser les problèmes autrement que dictées par leurs prétendues contraintes. Les citoyens veulent reprendre le pouvoir sur leur vie, le pouvoir de penser autrement. Et si nous voulons leur permettre, il va falloir bousculer le débat cadenassé qu'ils nous concoctent pour 2012. Si on laisse faire les choses comme elles sont parties, l'élection présidentielle va ressembler à un trou de souris dans lequel on demandera de faire rentrer l'énorme aspiration populaire au changement qui travaille la société. Et l'essentiel de cette aspiration restera à la porte du changement. D'autant que devant le trou de souris, les pièges sont nombreux. Oui, mes amis, leur casting présidentiel ressemble furieusement à une souricière !

Alors, comment rouvrir en grand la porte du changement ? Comment changer cela ? Tout simplement, en changeant le programme et les acteurs de ce programme. Et en faisant des citoyens et de leurs attentes les véritables vedettes des deux années à venir. Je le redis très tranquillement : si les gens qui sont dans les mobilisations sociales restent très actifs dans ces mobilisations mais restent très spectateurs du débat politique à gauche, ce sera l'impasse pour tout projet de transformation sociale.

Notre plus grand obstacle est que celles et ceux qui aspirent le plus au changement intègrent le fossé existant entre les attentes et la gauche comme inéluctable et renoncent à résorber ce décalage. Si c'est le cas, ils resteront à l'écart du débat, regarderont non sans intérêt mais avec méfiance tout investissement politique, et ne choisiront le moment venu que par défaut dans un casting pensé en dehors d'eux.

Il y a un autre chemin à leur proposer. Reconstruire ensemble un projet de gauche conforme à leurs attentes et le porter ensemble dans les échéances à venir.

Nous, nous voulons créer l'espoir. Nous avons lancé le Front de gauche pour cela, pour qu'une démarche ouverte à toutes celles et ceux qui veulent relancer un projet de transformation sociale à la hauteur se développe au cœur même de la gauche, jusqu'à transformer toute son ambition politique et sociale. Cette voie, c'est plus que jamais la bonne et la seule à même d'atteindre nos objectifs.

A toutes celles et ceux qui pensent que la gauche est en panne, nous disons : le Front de gauche, c'est le nouveau moteur qui peut la relancer, à vous de le faire tourner à plein régime.

Construisons notre projet commun, le programme populaire et partagé qui nous rassemblera, répondons ensemble à la question : dans quelle société voulons-vous vivre ? Énonçons dans chaque domaine le ou la grande question qui identifie le changement nécessaire, et qui rassemble, parce qu'elle en ressent l'urgence, parce qu'elle peut en comprendre la nécessité et la faisabilité, une majorité de notre peuple. Voilà ce que nous voulons construire : des grands objectifs majoritairement partagés, disant clairement où sont les leviers d'un vrai changement pour la vie de nos concitoyens.

C'est le moment de s'y mettre et, pour avancer, je fais ce soir quatre propositions.

Première proposition. Pour construire ce programme partagé, pourquoi ne pas commencer par ce qui nous rassemble dans l'action depuis des semaines sur les retraites ? Pourquoi attendre 2012 pour discuter d'une autre réforme des retraites ? Ouvrons partout dans le pays le travail d'élaboration de la loi nouvelle rétablissant le droit à la retraite à 60 ans à laquelle les forces de gauche se sont engagées.

Les syndicalistes ont des propositions et nos parlementaires ont déposé une proposition de loi. Au Parti socialiste, un projet existe qui ne nous convient pas mais Benoit Hamon dit lui-même qu'il faudra bien mettre les organisations syndicales autour de la table et discuter de tous les sujets. Eh bien je dis à tous : n'attendons pas. Initions tous ensemble ce grand débat sur la loi que devra adopter la gauche si elle revient au pouvoir. Le peuple attend de la gauche qu'elle prenne dès aujourd'hui ses responsabilités. Ne le décevons pas en renvoyant à demain le grand débat qu'il attend. Et nous, avec nos partenaires du Front de gauche, nous porterons ce projet.

Deuxième proposition, ce que nous saurons faire sur les retraites, engageons le sur les autres grands enjeux de société. Travail ; argent et fiscalité ; écologie ; services publics ; République, démocratie et collectivités locales ; construction européenne ; nouvel ordre du monde... Parlons de tout, sans tabou, pour aboutir à un programme partagé qui permette à la France de sortir de la crise et de réussir le changement.

J'insiste d'un mot sur l'urgence démocratique qu'il y a à dépasser les institutions de la Vème République poussées à leur extrême limite par l'exercice du pouvoir par Nicolas Sarkozy. Doit-on continuer d'accepter une telle subordination des citoyens, d'accepter que le peuple exprimant très majoritairement un choix politique n'ait aucun pouvoir d'intervention directe ? Ce n'est plus possible, plus respirable. Oui, il fat réinventer dans ce pays la politique, la démocratie et la souveraineté populaire.

Troisième proposition, puisque les jeunes sont rentrés dans la danse et que c'est leur avenir qui est en jeu, prolongeons ce front de la jeunesse en nous mettant à leur disposition pour construire tous les espaces politiques nécessaires à leur intervention. Nous pouvons compter sur la jeunesse communiste pour animer avec nous cette démarche.

Quatrième proposition. Pour ouvrir tous ces chemins, changeons dès maintenant et sans attendre la vie politique.

Expérimentons les formes d'une nouvelle démocratie citoyenne : créons partout des espaces, des réseaux qui permettront de travailler dans la durée et à égalité avec le plus grand nombre - syndicalistes, jeunes, militants du mouvement associatif, élus locaux -

En novembre, en décembre, multiplions la création de ces espaces. Les mois qui viennent seront décisifs. Nous devons permettre à l'intelligence populaire de se déployer et de donner une force inédite à la construction d'une politique alternative.

C'est en avançant dans cette voie, en mettant en œuvre ces propositions, que je vous propose de construire le contrat politique qui nous permettra de remporter une victoire définitive et durable contre la politique de Nicolas Sarkozy, de construire une alternative réussie.

La compétition présidentielle va être organisée pour brouiller les cartes. Ne tombons pas dans ce piège. Le contrat du Front de gauche pour 2011 et 2012 devra reposer sur le programme partagé ainsi construit, sur une vraie ambition pour la gauche, sur la volonté d'une majorité politique législative assise sur des engagements clairs, sur des candidatures aux cantonales, aux sénatoriales, à la présidentielle et aux législatives portant ces objectifs.

Pour le parti communiste, les choses sont claires : la force du Front de gauche sera collective et partagée ou ne sera pas. C'est ce qui a fait sa force jusque là. C'est ce qui fera sa force demain, quelque soit l'échéance affrontée. Pas de femme ou d'homme providentiel-le chez nous mais des candidat-es respectueux du contrat partagé que nous construirons avec les citoyen-nes.

On sait bien que cette démarche est exigeante mais, mes amis, mes camarades, nous pouvons dans les mois qui viennent franchir avec elle un cap décisif et passer de la possibilité d'une alternance à une réelle alternative politique.

Soyons confiants. On l'a vu en 2005 lors de la bataille du NON au referendum et on le voit aujourd'hui avec la bataille des retraites : parier sur l'intelligence populaire peut porter loin.

Avec le mouvement des retraites, le peuple a repris la parole. Ensemble, nous n'avons désormais plus qu'un seul cap : qu'il la garde. Je vous remercie.

A VOIR ÉGALEMENT

Le discours de Marie-George Buffet : http://www.pcf.fr/spip.php?article5194

Le discours d'André Chassaigne :
http://www.pcf.fr/IMG/pdf/Discours_Andre_Chassaigne_meeting_8_novembre_2010_ok2.pdf

Le kit militant programme populaire et partagé : http://www.pcf.fr/IMG/zip/Kitmilitant.zip

Le projet

La revue du projet N°2 est parue. Elle est consultable ici : http://www.pcf.fr/spip.php?article5177



Par ailleurs, un site Web est en préparation pour permettre de recueillir et publier des contributions utiles au débat.

Rencontres nationales sur le Projet

Les 26, 27 et 28 novembre prochain se tiendra à Paris, espace Oscar Niemeyer, une « rencontre nationale du Projet ». Entretien avec Michel Laurent, responsable du LEM (lieu d'étude sur le mouvement de la connaissance et des idées), animateur du comité de pilotage de cette initiative.

Pourquoi ce colloque ?

Michel Laurent : Il a été décidé au dernier congrès du PCF. Nous avons plutôt retenu la formule « Rencontre nationale du Projet ». C'est une initiative de travail sur un projet de transformation qui rompt avec les logiques libérales, un projet pour la France, européen et internationaliste, un projet utile à la gauche, à toute la gauche, travaillé sous l'angle de la volonté de transformer notre société dans un sens progressiste. Pourquoi cette initiative ? Parce que nous pensons que la question du Projet est essentielle et qu'il y a dans la société une disponibilité de travail sur ces questions, avec des gens qui sont dans le mouvement social et aussi beaucoup d'intellectuels. La société vit une forme de bouillonnement d'idées qui remet en cause les logiques capitalistes. Mais il ne suffit pas de remettre en cause, encore faut-il travailler à une perspective positive, alternative. Des millions de gens, des centaines de milliers d'intellectuels, de chercheurs, de syndicalistes ont envie de travailler cette question ; l'initiative est faite pour ces gens-là, le Parti communiste la met à leur disposition.

Peut-on en dire un peu plus sur le « programme », l'organisation de la Rencontre ?

M. L. : Patrice Bessac, responsable du Projet au PCF, ouvrira la Rencontre ; Pierre Laurent en tirera les conclusions. La Rencontre sera organisée en quatre séances, quatre demi-journées de travail. Vendredi soir, la première séquence sera consacrée à « Ce que nous dit la société ». On examinera cet enjeu au travers de ce qui se passe dans le mouvement social ; au travers des expériences menées dans plusieurs villes et départements (enquêtes qualitatives, modes de gestion participative) ; on verra également ce que nous dit la crise, et là, un économiste « atterré »

introduira nos débats ; on s'intéressera aussi aux aspirations montantes dans cette société. Samedi matin, le second thème s'intitulera « Peut-on changer la France à partir de l'Europe, du monde d'aujourd'hui ? » La troisième séance, samedi après-midi, sera consacrée à « Comment construire le changement pour dynamiser la société ? » On traitera des enjeux des nouvelles libertés à conquérir, les questions du partage des savoirs, de la démocratisation de la République, de l'implication des citoyen-ne-s. Au fond, on s'interrogera là aux transformations à opérer dans le domaine démocratique pour que le changement ait des chances non seulement de s'affirmer mais de durer, d'être soutenu par un véritable mouvement populaire et politique. Chacune de ces trois séances sera introduite par quatre rapporteurs. Ils traiteront tous les sujets au travers de trois interpellations : quels sont - pour eux - les « essentiels » d'une politique de gauche ? La France dans le monde d'aujourd'hui peut-elle se créer des degrés de liberté pour aller vers ce type de solutions ? Et, troisième question : quels sont les chemins à emprunter pour faire triompher de telles propositions et notamment en termes de rapport de force, de rassemblement de forces et de citoyens ? La dernière séance, dimanche matin, devrait permettre, collectivement, sous forme de ruches, de tirer enseignement des trois séances précédentes et de dégager les points forts de la Rencontre et aussi d'un travail à venir. Sur la base de cette délibération collective, Pierre Laurent donnera son point de vue.

Quel sera le profil des invités ?

M.L. : Il y aura 400 invités. Nous voulons, délibérément, que ce soit une rencontre avec des gens qui travaillent, qui pensent le changement, une rencontre très ouverte, un véritable moment de travail, en commun et dans la durée.

L'intégralité du programme des rencontres dans le prochain numéro d'InfoHebdo.

PCF - 90ème anniversaire « Porte ouverte à Fabien »

Le 90ème anniversaire du parti aura lieu le vendredi 10 et le samedi 11 décembre dans l'Espace Niemeyer.

Le programme qui est présenté ci-dessous peut encore évoluer, mais nous voulons dès maintenant te donner la conception de cet événement et sa diversité.

Une grande librairie occupera la plus grande partie du hall, avec beaucoup de livres historiques, politiques, philosophiques, et mise en avant des dernières parutions. Elle sera ouverte pendant les deux jours et permettra aux visiteurs de rencontrer des auteurs. Elle fonctionnera en continu le vendredi et le samedi.

Plusieurs espaces de projection seront aménagés :

- un diaporama de 500 affiches numérisées, provenant de nos archives sera projeté en continu.
- le CD rom sur « l'histoire du communisme » sera proposé en boucle sur écran.
- une salle mobile de cinéma sera installé dans le hall, par Ciné-Archives, sur le thème : « Films militants et documents rares ».
- quatre grands films seront programmés, dans la salle des conférences :L'Atlantide, une histoire du communisme (Marcel Trillat, Maurice Failevic), Good Bye Lenin (Wolfgang Becker), L'Affiche Rouge (Guédiguian), le Brahmane du Kommintern (film indien)

Le samedi dès le matin, des débats auront lieu dans la Coupole, à partir de plusieurs moments importants de l'histoire du parti, ou de livres parus récemment.

Le dernier débat portera sur la question du Projet qui est actuellement en discussion dans le Parti.

Vers 17h, Pierre Laurent prononcera un discours important sur les enjeux politiques actuels et les propositions du Parti.

Une réception et une fête clôtureront l'évènement.

Une affiche et une invitation seront éditées prochainement.

Entrée libre

CONGRÈS DU PGE - Feuille de route pour une Europe sociale

Le congrès du Parti de la Gauche Européenne se tiendra à Paris du 3 au 5 décembre prochains.

Evaluation politique et perspectives

Il sera utile de faire connaitre les textes de bilans d'activité qui ont rédigé les réseaux et groupes de travail, ainsi qu'un récapitulatif des initiatives et réunions qui ont eu lieu depuis le Congrès de Prague.

La question posée n'est pas de s'en tenir à un commentaire de ce bilan, mais à une évaluation politique de l'activité, du rayonnement et du fonctionnement du PGE conduisant à des propositions d'amélioration.

Les propositions qui concernent l'organisation du travail du PGE peuvent conduire à d'éventuelles modifications des statuts (voir les propositions de la commission « Statuts »).

Pour être vraiment utile et pertinente, l'évaluation doit porter non pas seulement sur la période qui nous sépare du dernier congrès, mais sur les six premières années d'existence du PGE. Autrement dit, sur les premiers pas d'un parti jeune qui constitue en tant que tel une réalité politique inédite.

La projet constitutif du PGE (construire un espace de travail, d'action commune et de solidarité entre «organisations et partis politiques de gauche européens, indépendants et souverains, qui travaillent sur la base du consensus» avec pour but de résister aux politiques néolibérales et de proposer des alternatives en Europe) est en effet une innovation. Un tel espace politique n'existait pas avant le PGE et l'énoncé de sa raison d'être en fait ressentir le caractère absolument indispensable alors que, pour leur part, les Etats, les patronats, les syndicats, les mouvements sociaux coordonnent leur réflexion et leurs actions au niveau européen et que les problèmes politiques posés aux peuples et aux pays ont désormais une importante dimension européenne.

Au cours de ces six années, ce travail commun a commencé. Il s'est construit au travers de contacts suivis et réguliers qui ont appris aux partis membres et observateurs, divers dans leurs cultures, leurs traditions, les réalités politiques auxquelles ils sont confrontés, à mieux se connaître, se comprendre, à travailler ensemble dans les instances du PGE, dans des réseaux et groupes de travail, lors de l'Université d'été organisée désormais chaque année, lors des fêtes des partis auxquelles participe le PGE. Il s'est construit également au travers de textes fondamentaux qu'ils ont adoptés, tels les documents de Congres et la plateforme pour les élections européennes de 2009, ainsi que de campagnes qu'ils ont décidées et menées ensemble comme celle contre la précarité, contre le traite constitutionnel et contre le traite de Lisbonne. Il s'est enrichi par la création d'une fondation auprès du PGE avec le réseau Transform.

L'utilité et l'efficacité de cette action peuvent se mesurer au nombre d'organisations et partis qui ont décidé, années après années, de rejoindre le PGE: celui-ci compte aujourd'hui 25 partis membres et 10 partis observateurs contre 6 lors de sa création. L'appréciation de ces six années doit donc être considérée comme positive.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'insuffisances.

Les réseaux et groupes de travail reconnaissent eux-mêmes qu'ils ont rencontré ou rencontrent des difficultés. Certains ont connu des interruptions de leur activité. Il faut aussi être lucide sur la réalité des répercussions sur le terrain, dans chaque pays, des initiatives prises par le PGE. L'impact des campagnes décidées en commun et les mobilisations qu'elles ont entraînées ont été réels (rappelons par exemple la manifestation de Strasbourg), mais ils n'ont pas toujours été à la hauteur de ce qui était escompté. Surtout, la plateforme pour les élections de 2009, qui a fait l'objet d'un travail commun approfondi et a été largement publiée, n'a sans doute pas toujours été un élément marquant pour les campagnes électorales des partis.

Une appréciation équilibrée doit donc intégrer la réalité des progrès incontestables que ces six années d'existence et d'activité du PGE ont permis et noter certains tâtonnements et manques à gagner. La question qui nous est posée n'est donc pas de tout bouleverser, comme si le travail engagé avait été sans résultats alors qu'il constitue un acquis précieux ; mais elle n'est pas non plus seulement de se contenter de corriger ces insuffisances. La question qui nous est posée par la réalité à laquelle nous sommes désormais confrontés à l'échelle de l'Europe et de chacun de nos pays est inédite.

Nous sommes en effet entrés, comme le souligne le document politique du congrès dans une période nouvelle: celle de la coordination renforcée des politiques néolibérales, autoritaires et atlantistes imposées aux peuples à l'échelle de l'Union européenne. Et donc de l'exigence impérative pour les peuples européens (selon le titre du document) de construire «des actions communes pour la résistance et l'alternative en Europe».

Cela implique de nouvelles responsabilités pour le PGE et pour chacun de ses partis membres et observateurs. Le congrès devrait décider d'engager une nouvelle phase de développement de l'activité et du rayonnement de la Gauche européenne.

Une nouvelle phase de développement pour permettre aux idées et aux propositions politiques dont le PGE est porteur d'avoir davantage d'impact dans le paysage politique européen aujourd'hui dominé par les conceptions néolibérales ou celles du repli xénophobe et ultranationaliste. Ce qui implique des ameliorations de fonctionnement du PGE permettant une meilleure cooperation entre les partis, de faciliter la poursuite de l'activite des reseaux et groupes de travail et d'en créer de nouveaux, par exemple en direction des jeunes. Un effort du PGE et des partis nationaux est necessaire pour que leurs militants soient davantage associés aux décisions et qu'ils puissent ainsi s'impliquer pleinement dans leur mise en oeuvre; qu'ils ressentent et fassent vivre réellement la force que représente leur intervention comme militants de leur parti et militants de la Gauche européenne. C'est d'autant plus indispensable que les futures élections européennes, avec le probable changement de loi électorale, donneront plus d'importance aux partis européens et qu'il n'est pas trop tôt pour se donner de nouvelles habitudes militantes.

Et une nouvelle phase de développement pour permettre au PGE d'être un véritable pôle de rassemblement et de solidarité à l'échelle européenne, de s'adresser à ces millions d'hommes et de femmes qui refusent les sacrifices qu'on leur impose et sont à la recherche de nouveaux repères politiques pour résister et pour changer.

Cela ne se fera pas en un jour. C'est un processus à engager dans la durée pour faire bouger les consciences et les réalités. Le congrès, qui va permettre de réunir les représentants mandatés de tous les partis du PGE devrait être le moment privilégié d'engagement de ce processus en décidant de lancer une initiative politique à l'échelle européenne ayant cet objectif de rassemblement pour la résistance et l'alternative, qui fasse réellement événement, et dont le thème et les modalités restent évidemment à imaginer et à décider ensemble.

Propositions d'actions communes pour la résistance et l'alternative en Europe

Programme d'action politique du Parti de la gauche européenne 2011-2013

Motion du Bureau exécutif du PGE pour le 3e Congrès du PGE

Paris, 3 au 5 décembre 2010

Le 3e Congrès du Parti de la gauche européenne va se tenir alors que des sacrifices de plus en plus insupportables sont imposés aux peuples européens. En effet, dans la grande majorité des pays européens s'appliquent des programmes de réduction des dépenses publiques, de superaustérité, de libéralisation des services publics et du marché du travail. Pour généraliser ces politiques, les pays, avec la complicité totale des gouvernements, sont placés sous tutelle par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et d'autres institutions comme le FMI.

Ces politiques sont présentées comme une réponse nécessaire à la crise économique et financière. Mais celle-ci est celle de la toute-puissance des marchés et du grand capital. Elle est la crise du capitalisme actuel, financier et mondialisé.

Cette crise s'étend à l'environnement, à l'énergie, à l'alimentation, à la culture et aux valeurs morales C'est pourquoi elle se manifeste à tous les niveaux politiques et dans toutes les sociétés régies par le mode de production capitaliste et, de ce fait, au sein de la construction européenne avec ses orientations actuelles, ses politiques néolibérales et ses institutions.

La crise actuelle de la dette constitue une nouvelle phase de cette crise. Elle a ses racines dans les évolutions économiques et sociales des trente dernières années. Cristallisant l'ensemble des facteurs de crise, elle affecte maintenant de plus en plus la vie quotidienne des populations.

Nous, Parti de la gauche européenne, avec les autres partis et organisations socialistes, communistes et rouges-verts qui constituent la Gauche européenne dans sa pluralité, nous nous opposons à ces politiques et à ces structures néolibérales appliquées à l'Union européenne au travers des traités successifs, jusqu'au traité de Lisbonne.

La responsabilité de cette politique revient à la grande coalition constituée par les partis conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates européens qui ont dirigé l'Europe et les pays européens pendant ces années. Nous voulons créer une alternative politique à ce modèle néolibéral. Face à cette généralisation de l'austérité, de nouvelles résistances se développent à travers l'Europe. C'est un immense défi pour le PGE d'encourager cette résistance, de montrer de possibles alternatives et de faire émerger un mouvement en faveur d'une logique alternative pour une société solidaire. Nous le faisons au nom d'une Europe sociale, écologique et pacifique.

La volonté d'appliquer à marche forcée le pacte de stabilité et l'Agenda UE 2020 sur le modèle des programmes d'« ajustement structurel » du FMI ne prépare pas une sortie de crise : au contraire, la perspective est à une aggravation des distorsions, des tensions, de l'autoritarisme et des inégalités sociales.

Il y a un risque d'affaissement des économies, d'aggravation massive de la pauvreté et de la précarité, de destruction du modèle social et civilisationnel européen. Il y a un risque de nouvel enfoncement de la zone euro dans la crise, sans oublier les problèmes inextricables imposés à d'autres pays, tels le Royaume-Uni, la Hongrie, la Roumanie ou les pays Baltes.

Il y a un risque d'incapacité à relever les défis lancés par la question écologique. Il y a un risque grave d'étranglement de la démocratie, de « gouvernance » autoritaire des États membres selon les intérêts des marchés, avec la mise sous tutelle des économies des pays européens par la Commission européenne, la BCE et le FMI.

Il y a un risque déjà bien tangible d'accentuation de la crise de légitimité de l'Union européenne, de perte de confiance dans l'idée européenne de la part des peuples méprisés, écrasés, niés dans leur volonté de faire respecter leurs droits et leur liberté de décider de leur destin, d'attraction des thèses de repli nationaliste prônées par l'extrême droite.

Il y a un risque croissant pour un « vivre ensemble » pacifique des peuples et des minorités nationales dans l'Union européenne et ses pays membres avec des conséquences dangereuses sur l'égalité des femmes et des hommes, une tendance à un retour en arrière dramatique sur les acquis récents ou anciens en faveur de la démocratie de genre et de la non-discrimination de toutes les minorités au sein de l'Union européenne et au-delà. Ce n'est pas aux peuples européens, aux salariés et aux privés d'emploi, aux jeunes scolarisés ou en formation, aux plus âgés, aux femmes, aux enfants, aux personnes malades ou handicapées, aux pauvres et aux couches moyennes de payer cette crise. Non, nous l'affirmons : le temps est venu d'un changement profond de politique. Ce changement de politique doit faire en sorte que ceux qui sont responsables de la crise soient contraints à en payer le coût. Une régulation durable doit être développée pour que le système bancaire et de crédit soit placé sous contrôle public et réorienté en direction d'objectifs sociaux et écologiques. Des mesures concrètes peuvent et doivent être prises pour dégager les politiques de l'Union européenne et des gouvernements de l'emprise des marchés financiers, pour renverser la logique de la finance au profit d'une nouvelle logique de développement humain fondée sur le progrès social et l'écologie.

C'est cela, la voie du réalisme aujourd'hui. C'est cela, la voie de l'intérêt des pays européens et de leurs peuples. C'est avec la volonté constructive de définir de telles mesures alternatives avec lesquelles engager le plus large débat avec les citoyens et d'organiser des luttes communes que nous avançons les propositions qui suivent. Des propositions qui ne sont pas à prendre ou à laisser, qui ont vocation à évoluer au fur et à mesure des étapes de ce combat commun, qui sont soumises au débat de toutes les forces politiques et sociales et des citoyens européens.

1. Le temps est venu d'une démocratisation profonde de la politique européenne.

La crise actuelle est aussi une crise politique. Trop souvent, les décisions sont prises sans les salariés. Ils perçoivent l'Union européenne comme une construction lointaine, incompréhensible et dirigiste qui ignore leur volonté et leurs espoirs. Changer les politiques économique, sociale, environnementale, extérieure de l'Union européenne et des États membres, c'est engager un processus démocratique basé sur la participation active des peuples et des parlements nationaux et européen, sur l'exercice de nouveaux droits et pouvoirs d'intervention des salariés. Nous nous prononçons en faveur de républiques démocratiques dont les lois électorales respectent la représentation proportionnelle. Ce processus de transformation démocratique doit concerner aussi les institutions européennes ainsi que les politiques de l'Union européenne et des autres pays européens. Nous combattons pour la refondation de l'Europe et de l'Union européenne.

Beaucoup de gens considèrent que l'augmentation de la pauvreté est un défaut imputable à l'Union européenne. Si l'Union européenne n'est pas capable d'arrêter la spéculation, qui en est capable ? Il n'existe pas de solutions nationales ou « eurocentriques » en opposition aux intérêts des autres peuples d'Europe et du monde qui puissent créer une égalité sociale. Sans solidarité ni coopération au travers des frontières nationales, nous n'aurons pas la possibilité de définir les politiques de notre avenir. Nous sommes certains que la responsabilité sociale ne peut s'exercer qu'au moyen de la coopération, et non par la concurrence.

Les manifestations , les grèves et les autres formes de protestation des salariés, des étudiants, des agriculteurs, des retraités dans toute l'Europe montrent que la résistance aux dures mesures d'austérité s'accroît et que de plus en plus de gens exigent une issue à la crise favorable au peuple, à l'emploi et à l'environnement qui permette la stabilité sociale, le plein-emploi, des salaires et des retraites décents, une éducation, un système de santé, des services sociaux de qualité. Toutefois, ces protestations resteront infructueuses sur le long terme sans action politique à l'échelle de l'Europe et sans changements profonds de la politique et des institutions de l'Union européenne – ce qui

s'exprime souvent par le mot d'ordre : « Une autre Europe est possible ». Le Parti de la gauche européenne continuera d'agir pour renforcer cette aspiration à des alternatives réelles en faveur d'une Europe sociale, démocratique, écologique et pacifique. Beaucoup de gens, y compris hors d'Europe, considèrent que le changement vers un nouveau mode de développement, coopératif et basé sur la solidarité, les principes écologiques et l'égalité de genre, est une alternative souhaitable, essentielle et concrète.

L'humanité dépend d'un usage responsable de ses capacités productives et des ressources naturelles au lieu de leur gaspillage, de leur surexploitation et de leur destruction. L'eau potable, une éducation de qualité, l'autonomie, un travail décent, la préservation de la santé, le dialogue interculturel, la communication moderne, la mobilité ne sont pas du luxe, mais des droits sociaux qui doivent être garantis. Pourtant, beaucoup de personnes se voient refuser l'accès à des services sociaux et publics primordiaux.

Le Parti de la gauche européenne fait campagne pour une alternative politique démocratique, pour changer la situation à tous les niveaux : local, national, européen et mondial. Nous cherchons des partenaires pour mener ce combat : forces politiques, syndicats, mouvements sociaux, tous ceux qui ont la conviction qu'une autre Europe est possible. Ce qui signifie que nous voulons construire un front social et politique contre le néolibéralisme aux niveaux national et européen. Nous voulons gagner la majorité à cet objectif. C'est pour cette raison que le Parti de la gauche européenne participe aux mobilisations et engage le dialogue avec les forces politiques, les syndicats, le mouvement pacifiste, les associations de consommateurs, les groupes écologistes, les militants de l'égalité et de l'antiracisme, les experts critiques en matière de sciences et de technologies informationnelles, les militants des forums sociaux, les associations culturelles et éducatives. Nous agissons avec les acteurs sociaux engagés dans l'industrie, l'agriculture et la défense des services publics afin de contribuer à rendre effectifs les droits sociaux et politiques du peuple, à établir une Europe ouverte au monde. Nous agissons pour des droits communs des individus, sans distinction de nationalité, de couleur de peau, de sexe ou de langue.

L'exportation d'un modèle dominant l'humanité et la nature pour lequel chaque chanson et chaque goutte d'eau ne représentent que sa valeur en dollars n'a rendu ce monde ni plus sûr ni plus humain. La liberté de l'individu ne justifie ni le droit du plus fort ni les diktats illimités du marché. Le détournement des progrès de la science et de la technologie dans une course à l'« innovation » visant à accroître la rentabilité dans le capitalisme financier est parvenu à mettre en danger notre avenir à tous. L'esprit de libre concurrence, de privatisation et de dérégulation est devenu le facteur politique déterminant depuis l'effondrement du soi-disant « socialisme réel ». Les principes des orientations européennes d'après-guerre tels la coopération sociale, économique et politique et une politique extérieure et de sécurité pacifique commune ont été totalement abandonnés. À la fin des années 80 et dans les années 90, avec le Marché unique, le traité de Maastricht et le Pacte de stabilité et de croissance, on a lancé la course au dumping salarial et social au lieu de renforcer les services publics.

Nos institutions publiques sont l'épine dorsale de la démocratie, que ce soit pour l'éducation, la santé, le transport, la culture, les offres de crédit à l'économie régionale ou la fourniture d'énergie au niveau local. Dans cette même période (même après l'élargissement de l'Union européenne), on n'a pas résolu les énormes problèmes de l'emploi, de la pauvreté, des inégalités sociales et de l'agriculture européenne

Des enjeux cruciaux tels la sécurité énergétique, le changement climatique et le libre accès aux réseaux de communication et d'information n'ont pas cessé de poser des problèmes. L'heure est venue de hausser le rôle des parlements, nationaux et européen, dans l'élaboration de la politique législative et le contrôle démocratique des politiques européennes.

La crise du capitalisme, ses modes de gestion néolibéraux, son système impérialiste, la militarisation et les stratégies ultrasécuritaires qui l'accompagnent, marquent profondément les relations internationales et traduisent les limites atteintes par un système d'exploitation, de prédation et de domination qui appelle des transformations démocratiques radicales et de grande ampleur.

D'autre part, la crise multiforme joue un rôle de catalyseur en faveur d'un changement du rapport des forces international avec une contestation croissante de l'hégémonie des États-Unis par des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. qui ne font pas partie des « pays développés » et acquièrent un rôle majeur. Indépendante des États-Unis, l'Union européenne doit devenir un acteur international qui a confiance en lui-même dans un monde de respect mutuel et de coopération.

2. Nous ne paierons pas pour votre crise

La crise financière et économique internationale a submergé tel un raz-de-marée les problèmes non résolus de l'humanité. Au cours des deux dernières années, les gouvernements des puissances dominantes, celles du G 8 en tête, ont maintenu en vie le système financier mondial au moyen d'énormes sommes d'argent public. Ils ont estimé que

leur rôle était de sauver un marché financier mondial en cours d'effondrement. Dans le même temps, ils sont restés indifférents à l'augmentation de la pauvreté et aux défis du changement climatique. Les dettes des budgets publics ont atteint des niveaux record. La crise économique et financière la plus sévère depuis des décennies n'est nulle part près de s'achever. Nos gouvernants n'ont remis en question ni les marchés financiers internationaux qui ont régné sans contrôle, ni l'ordre économique mondial. Des réglementations efficaces qui interdisent la spéculation sur les devises, les aliments ou les biens essentiels n'existent pas. La crise économique et financière qui n'a pas été vaincue constitue un risque grandissant pour la sécurité : c'est vrai aussi bien pour la vie quotidienne que pour la coexistence pacifique entre les pays.

L'Europe et l'Union européenne sont aussi embourbées dans la crise. Des millions d'emplois ont été supprimés ou sont menacés, pendant que bien des gens sont obligés d'occuper plus d'un emploi pour pouvoir vivre. La précarité et la flexicurité sont plus que jamais une réalité amère. Les problèmes sociaux s'aggravent. L'Union européenne devrait pourtant appliquer des mesures efficaces pour que ceux qui ont provoqué la crise en deviennent comptables financièrement. De même, les gouvernements nationaux répugnent à impliquer comme il le faudrait les spéculateurs financiers dans la résolution de la crise, en procédant à l'écrémage des gains sur les rendements des capitaux. Ainsi, leur réponse est nette et précise : les coûts de la crise financière doivent être supportés uniquement par les contribuables et les peuples, notamment ceux des pays les plus pauvres de la zone euro. Pourtant, 5 les causes des dettes nationales dramatiques, notamment en Europe de l'Est et du Sud, mais aussi en Irlande, en Grande-Bretagne, en Islande et dans les pays Baltes, sont aussi imputables à la politique européenne. Or, les pays sont maintenant censés en supporter seuls les conséquences. En outre, ils sont obligés de renoncer à des investissements absolument nécessaires dans l'éducation, la santé et la protection sociale et de procéder à des réductions ultérieures dans leurs services sociaux et leur secteur public. La rénovation des infrastructures publiques devra attendre. Tout cela fait le lit des problèmes sociaux qui surgiront demain. On fait donc le black-out sur le fait que le dumping salarial catastrophique pratiqué pendant des années dans les États membres les plus riches a entraîné dans son sillage des pressions et des erreurs politiques. Les politiques erronées des pays les plus vulnérables sont le reflet de l'orientation exclusive des grands pays vers les délocalisations et l'exportation. Des salaires plus élevés protégeraient aussi les grands pays contre le maelström de l'instabilité financière et des déficits publics de demain ; ils sont une condition essentielle pour mettre en place des clauses sociales antidumping intégrées dans les échanges internationaux. Mais les responsables politiques et leur politique de bas salaires continuent de privilégier le dogme de la compétitivité fondée sur l'abaissement des dépenses sociales.

Maintenant, les peuples sont contraints de payer la note des mesures d'aide aux banques, mais l'influence qu'ils peuvent exercer en faveur d'autres orientations politiques reste faible, tandis que ceux qui ont provoqué la crise restent épargnés. L'idée que la nationalisation des banques puisse être considérée comme un genre de blasphème socialiste a été ébranlée. Les États ont pris les établissements financiers sous leurs ailes et certains de ceux-ci recommencent déjà à faire des profits respectables et à spéculer. Pourtant, l'action des gouvernements ne va pas plus loin que le secours aux banques, aux banquiers et à leurs revenus. La redistribution des richesses équitable n'existe pas. En général, les gouvernements actuels procèdent à des « nationalisations » sans mettre en place des procédures destinées à élever l'intervention et le contrôle démocratiques. Par conséquent, ils ne nationalisent que les pertes en augmentant les dettes nationales, en réduisant les investissements et en élevant les charges. Ainsi, ils sont d'ores et déjà responsables des problèmes sociaux de toute nature non résolus.

Comme auparavant, cette « régulation » sert les intérêts du capital financier et non pas ceux de la majorité. La ligne politique en vigueur ne connaît qu'une seule réponse à la crise : piller les coffres-forts publics et aggraver l'exploitation des travailleurs. Elle participe du haut à cette lutte des classes et ne craint pas de plonger dans la misère ceux qui ont des bas salaires, à attaquer ceux qui vivent des allocations sociales et à exercer ces deux actions contre les immigrés et les réfugiés.

Nous sommes convaincus qu'une majorité peut être gagnée à une campagne pour une politique européenne de justice sociale, écologique, démocratique, pacifique fondée sur la solidarité. C'est pourquoi nous rendons publiques d'autres propositions sur la manière de vaincre la crise financière.

2. 1.Combattre la crise efficacement – tout de suite !

L'Union européenne et les pays européens doivent se tourner vers la coopération et contribuer à réformer les systèmes monétaires européen et international. Des secteurs stratégiques, comme le système bancaire, doivent être organisés sur la base de l'appropriation sociale et de son contrôle démocratique. Dans l'Europe néolibérale, nous avons assisté à un processus généralisé d'attaques contre les droits des travailleurs et les salaires. Le Parti de la gauche européenne combat le dumping social. Nous soutenons tous les mouvements qui agissent contre la stratégie d'opposition des pauvres contre les pauvres. Nous soutenons les salariés dans toute l'Europe pour la redistribution des revenus et dans la lutte contre le chômage de masse et l'insécurité de l'emploi. Nous devons retrouver notre

capacité à faire face au conflit social et de classe en Europe pour défendre les droits sociaux et ceux de la classe ouvrière. Pour combattre le dumping social et fiscal, une politique fiscale européenne doit être construite à partir du principe de la progressivité de l'impôt. Notre principe est : « Un salaire égal pour un travail égal, partout en Europe ».

Le Parti de la gauche européenne propose les mesures i suivantes pour faire reculer le poids et l'influence des marchés financiers :

- Transformation des missions de la Banque centrale européenne. Celle-ci doit, par création monétaire et sur la base de critères d'efficacité sociale, accorder des crédits à taux très bas aux Etats membres pour financer le développement social. Elle doit aussi, vis-à-vis des banques, instituer la sélectivité des crédits : leurs taux doivent être d'autant plus favorables que les investissements concernés programment des créations d'emplois et, à l'inverse, d'autant plus dissuasifs s'il s'agit d'opérations financières.

- Taxation de toutes les transactions financières spéculatives. Les institutions de l'Union européennes et les États membres doivent avancer pour changer l'architecture du marché financier à l'échelle mondiale ;

- De nouvelles recettes publiques peuvent être générés par la taxation des revenus financiers et du grand capital, par les effets d'une réforme fiscale sous les auspices de la justice sociale qui favoriserait l'économie réelle. Les marchés intérieurs doivent être revitalisés par des politiques structurelles et l'augmentation des revenus des populations.

- Abolition des paradis fiscaux établis à l'intérieur et à l'extérieur du territoire européen, interdiction (et non pas seulement enregistrement) des fonds spéculatifs et des obligations à haut risque ;

- Création d'une agence de notation européenne publique : les pays ne peuvent plus rester les otages des agences de notation privées qui sont au service d'intérêts spéculatifs ;

- Émission d'euro-obligations pour permettre aux États membres d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables.

Pour combattre le dumping salarial et social et pour renforcer la demande intérieure, les mesures suivantes doivent être introduites et expérimentées dans tous les pays de manière coordonnée :

- Soutien politique à un équilibre macroéconomique entre les États et à un marché intérieur fort ;

- Introduction dans tous les pays de l'Union européenne (par la loi ou par des conventions collectives) de règles qui fixent le salaire minimum au moins à 60 % du salaire national moyen et dans tous les cas au-dessus du seuil de pauvreté, avec une protection sociale de haute qualité pour tous ;

- Réglementation restrictive du travail en sous-traitance et limitation du nombre des contrats à durée déterminée, au lieu d'accroître la pression européenne en faveur de la libéralisation ; nouvelles règles rendant illégal l'emploi de travailleurs étrangers à des salaires plus bas et dans de plus mauvaises conditions de travail que ceux qui existent dans le pays où ils travaillent. L'« arrêt Laval » ainsi que tout autre règle sapant le droit des salariés et des syndicats à faire grève et à travailler pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail doivent être annulés ;

- Renforcement des obligations des conventions collectives concernant les conditions de travail en exigeant aussi leur conformité dans le cas de « télétravail » ;

- Dans le but de promouvoir la modernisation nécessaire des services et infrastructures publics, nous sommes en train d'élaborer un programme d'investissement essentiellement ciblé sur l'éducation, la santé et la protection sociale, la recherche, les transports et la technologie environnementale. Cela garantira des millions de nouveaux emplois dans l'avenir ou incitera directement à leur création.

Nous voulons mener campagne pour une taxe mondiale sur les transactions financières, pour des revenus plus élevés, davantage d'emplois stables et de qualité et une durée de travail humaine, pour des retraites sûres et de meilleures infrastructures publiques. Nous ferons cela ensemble avec les syndicalistes, les forums sociaux, les mouvements de femmes, de jeunesse, d'action pour l'environnement, les organisations de migrants et les collectivités locales. Nous voulons mener cette campagne dans nos pays et à l'échelle européenne. Nous pensons que cette campagne doit être considérée comme une réponse à une revendication de caractère mondial.

Sans action immédiate, aucun changement effectif ne sera apporté aux mesures appliquées contre la crise. Un changement durable de politique doit aller plus loin ; il faut se mettre d'accord sur des actions politiques alternatives et sur un plan d'action européen pour combattre la pauvreté. Nous voulons mener avec les syndicats une campagne pour l'instauration d'une clause sociale dans le droit primaire européen. L'association cohérente entre l'union économique et monétaire et une union sociale et environnementale est essentielle. Se battre pour une clause sociale dans le droit primaire européen et pour la perspective d'une politique sociale et environnementale est davantage

qu'une démarche politique centrée sur l'Union européenne. Nous retrouvons cette exigence par exemple chez les syndicats et cela constitue donc aussi un lien avec les mouvements sociaux.

2.2. Plan d'action contre la pauvreté

En Europe, 80 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Environ le même nombre vit sous la menace imminente de la pauvreté. L'accroissement massif du chômage en est la cause principale. Et de plus en plus de personnes, qui occupent des emplois précaires et mal payés, connaissent la pauvreté bien qu'elles travaillent. On est en présence d'une faillite politique globale lorsque, dans l'une des zones économiques les plus productives du monde, à savoir les 27 pays membres de l'Union européenne, un enfant sur cinq est menacé de pauvreté.

Les conséquences de la marginalisation causée par la pauvreté, des défaillances éducatives et sanitaires, des mauvaises conditions de vie, de l'insuffisance d'accès aux services financiers, culturels et sociaux sont perçues comme des menaces grandissantes pour la cohésion de la société. La majorité de la population espère que les responsables politiques prendront des mesures efficaces contre la pauvreté et, par ailleurs, qu'ils limiteront la concentration indue de la richesse dans quelques mains. L'Union européenne a déclaré 2010 « Année de l'Europe contre la pauvreté et l'exclusion sociale » afin de contribuer à l'abolition de la pauvreté et de l'exclusion sociale. L'Agenda UE 2020 s'est aussi emparé du drapeau de « l'éradication de la pauvreté ». Mais la pauvreté grandissante et les inégalités sociales sont les conséquences des politiques néolibérales mises en oeuvre dans l'Union européenne.

La logique des décisions stratégiques actuelles et les dispositions pratiques pour combattre les conséquences de la crise économique et financière continue, imperturbablement, de mettre en tête de l'ordre du jour la concurrence, la rentabilité et la compétitivité. De même qu'elles n'apportent pas de réponses cohérentes et intelligibles aux problèmes économiques actuels, les élites européennes ne font rien contre les inégalités sociales qui s'aggravent jour après jour. Les conséquences de la pauvreté n'ont pas été réduites, parce qu'on ne s'attaque toujours pas aux causes de son accroissement. Obtenir la justice sociale est pour le Parti de la gauche européenne un engagement. Les richesses ne peuvent pas être plus longtemps concentrées entre quelques mains, celles des détenteurs du capital et des grands privilégiés. L'Europe doit reconnaître que la propriété comprend des devoirs et doit servir au bien de la société.

Le PGE considère la lutte contre la pauvreté comme un problème politique et social. Nous avons besoin d'un développement qui mette le peuple au premier plan. Pour cette raison, la lutte contre la pauvreté ne connaîtra de succès que lorsque cet objectif deviendra la composante clé dans tous les secteurs des politiques nationales et de l'Union européenne. L'Europe a besoin d'un large filet de sécurité garantissant des normes sociales de haut niveau. L'absence de domicile fixe et la pauvreté des enfants doivent avoir disparu d'ici à 2015. La victoire concrète contre la pauvreté est étroitement liée à la solution de tous les autres problèmes sociaux et environnementaux de notre société.

Pour atteindre ces objectifs, un plan d'action à l'échelle de toute l'Europe est une nécessité urgente. Le Parti de la gauche européenne propose les objectifs suivants, qui touchent à des aspects importants de la bataille immédiate contre la crise :

- Un salaire minimum dans toute l'Europe établi à 60% du salaire moyen national et le renforcement des conventions collectives ;
- Un revenu minimum garanti approprié pour les chômeurs et les autres personnes qui n'ont pas de moyens de subsistance ;
- Un revenu décent pour les étudiants et les personnes en formation ; o Une retraite décente garantie pour chacune et chacun à 60 ans ;
- Des conditions de travail normales et l'accession à des emplois décents ; o La réduction du temps de travail sans baisse du revenu ;
- Des investissements plus importants pour la protection sociale, la santé, les services publics, le logement social et la qualité environnementale ;
- Grâce à l'application d'un programme pour augmenter l'efficacité énergétique dans les bâtiments privés, en utilisant les technologies déjà existantes, un logement bien chauffé peut être garanti à chacun. La lutte contre la « pauvreté énergétique » est essentielle : les dépenses d'énergie engloutissent 10% du revenu moyen des ménages.

La taxation des profits du capital et du business spéculatif et l'imposition progressive sur les revenus, associées à un secteur public développé et à une annulation des privatisations, constituent les moyens de financement pour l'application de ce plan d'action. Il faut mettre fin à une politique européenne qui promeut le dumping fiscal pour

les entreprises et exige des impôts plus élevés des salariés et des personnes socialement défavorisés. Le Parti de la gauche européenne a souligné dans sa plateforme pour les élections au Parlement européen de 2009 que le Pacte de stabilité et de croissance doit être remplacé par un nouveau Pacte de solidarité ayant pour objectif central la croissance, le plein-emploi, la justice sociale et la protection environnementale.

3. Pour un nouveau mode de développement

Aujourd'hui, l'idée a grandi que des politiques ambitieuses et coordonnées sont nécessaires pour faire face aux défis vitaux de l'humanité et de la planète. Mais la logique du capital constitue un obstacle majeur sur cette voie. La crise financière, dont la nature de crise systémique est devenue flagrante, révèle la dimension gigantesque du gâchis engendré par le mode de développement actuel. C'est 10 pourquoi l'ensemble des propositions que ce document expose s'inscrit dans une logique alternative, celle d'un nouveau mode de développement social, durable et citoyen. Ces trois dimensions sont inséparables : le social inclut bien sûr l'économique qui ne doit pas être autre chose qu'un instrument au service de la réponse aux besoins et aux aspirations de chacun et de tous.

Il s'agit d'ouvrir une nouvelle ère de la civilisation humaine. Cela, dans un processus progressif fondé sur de multiples réformes systémiques transformant le quotidien, conduites sans jamais perdre de vue l'ambition et l'enjeu.

Cette action au service d'une véritable transformation civilisationnelle implique dans un même mouvement :

- Le Parti de la gauche européenne poursuit son combat pour une politique extérieure et de sécurité cohérente et pacifique en faveur d'un monde sans armes de destruction massive, et plus généralement d'un monde sans armes. Nous nous engageons dans tous les combats nécessaires de solidarité pour la paix notamment au Moyen-Orient, pour une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien sur la base des résolutions de l'ONU, avec la création d'un État palestinien viable, côte à côte avec Israël, ayant Jérusalem- Est pour capitale. Nous exigeons la fin de la guerre menée par l'OTAN en Afghanistan et le retrait de toutes les troupes étrangères. Nous exigeons également le retrait d'Irak des troupes restantes et autres groupes militaires et en appelons à la responsabilité de la communauté internationale pour la reconstruction civile de ce pays. Le droit à l'autodétermination du peuple irakien et au respect de ses choix souverains quant à la reconstruction et à l'avenir de son pays doit être totalement assuré. Le désarmement progressif et réciproque avec les pays tiers et la conversion sont essentiels. Nous voulons un dialogue et une coopération pacifique et mutuellement avantageuse avec nos voisins, la stabilité en Europe et avec la Russie. La collaboration stratégique militaire de l'Union européenne avec l'OTAN est néfaste et doit cesser.

- Le Parti de la gauche européenne réaffirme son exigence de dissolution de l'OTAN et lutte pour un système de sécurité collective international conforme à la loi internationale et aux principes d'une ONU réformée et démocratisée. Nous nous opposons fermement à tout pas de l'Union européenne en direction d'une militarisation accrue de ses relations extérieures et luttons pour que l'Europe joue un rôle pacifique dans le monde. L'Union européenne doit également respecter le droit des pays neutres de poursuivre leur politique de non-alignement.

- Le transfert de populations depuis la Turquie dans la partie occupée de Chypre doit immédiatement cesser : il s'agit d'un agissement politique de la Turquie visant à achever la conquête et la turquisation de l'île. L'occupation par la Turquie de 37% du territoire de la République de Chypre dot prendre fin. Le gouvernement turc doit contribuer aussi vite que possible, par des mesures pratiques pour poursuivre le processus de négociation en cours, à 11 une solution juste et stable au problème chypriote qui soit fondée sur les résolutions de l'ONU à ce propos, sur la loi européenne et internationale.

- Le Parti de la gauche européenne exprime son soutien et sa solidarité les plus entiers au processus politique qui se développe en Amérique latine pour élargir la démocratie au moyen d'une élévation de la démocratie citoyenne. En ce sens, nous accordons une grande importance à ce que se poursuivent les rencontres communes entre le Forum de Sao Paulo et le PGE afin d'échanger nos expériences pour répondre aux exigences cruciales. Nous insistons notamment sur la nécessité de lever le blocus infligé à Cuba.

- Nous estimons que les accords Etats-Unis/Amérique latine et ceux qui concernent le sous-développement ont pour objet d'imposer des conditions néolibérales draconiennes au profit des multinationales, principalement ceux qui ont des conséquences néfastes sur l'environnement ou ceux qui ont trait aux brevets en matière de santé ou de biodiversité.

- La politique européenne de développement doit remplir l'obligation de tous les pays membres de l'Union européenne d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 en tenant l'engagement de consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement. Cela implique une réorientation du mode de production et de consommation qui ne menace pas les ressources naturelles et ne considère pas l'argent comme le critère d'appréciation. Nous luttons avec cet objectif pour des accords commerciaux de l'Union européenne respectant tous les objectifs

essentiels de l'Organisation internationale du travail, les droits humains et les normes sur le travail dans les pays partenaires. Ces accords ne doivent pas bénéficier aux compagnies transnationales qui recherchent avant tout à exploiter les ressources naturelles pour accroître leurs profits.

- Le Parti de la gauche européenne combat avec d'autres forces pour une révolution énergétique fondé sur les véritables ressources d'énergies renouvelables et sur les économies d'énergie. Nous ne considérons pas que la bioénergie soit une véritable source d'énergie renouvelable, notamment quand elle se substitue aux cultures vivrières. L'atténuation du changement climatique et la production d'énergie ne doivent pas demeurer plus longtemps une question de croissance des profits. Les ressources naturelles ne doivent plus être détruites par le réarmement et la guerre. Les politiques de l'Union européenne en matière de commerce international et de développement doivent donc rompre avec la logique actuelle de confiscation des terres et d'exploitation des ressources naturelles de ces pays Nous nous prononçons pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et pour le remboursement de la dette écologique des pays industrialisés aux pays dits en développement.

- Nous devons combattre en faveur d'une coopération internationale pour faire face au réchauffement climatique. Pour empêcher les conséquences les plus graves du changement climatique, une action d'envergure doit être menée d'ici à 2020. Le PGE propose de s'efforcer d'atteindre une réduction de 40% 12 des émissions de CO2 (par rapport au niveau de 1990) dans les pays développés d'ici à 2020. En Europe, cela concerne particulièrement des secteurs comme les innovations technologiques en matière d'énergie, l'agriculture et la sylviculture centrées sur la préservation de la biodiversité, les techniques de construction, la circulation et les critères d'investissement publics. Dans les années qui viennent et jusqu'au milieu du siècle, des investissements énormes seront nécessaires dans le secteur énergétique européen pour aller dans cette voie. Le Protocole de Kyoto ne peut pas se résumer à un système de quotas d'émission ; chaque pas en avant vers un traité international (Kyoto 2) doit conduire à un nouveau modèle fondé sur la coopération et non la compétition. Le Parti de la gauche européenne soutient totalement la déclaration de Cochabamba. Le temps est compté.

- Nous combattons pour les libertés civiques individuelles et pour les droits politiques et sociaux fondamentaux de tous les citoyens de l'Union européenne et des immigrés fondés sur la Charte des principes des mouvements. Le Parti de la gauche européenne est favorable à l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme et fait campagne pour un nouveau développement des droits fondamentaux en Europe fondé sur la CEDH, impliquant tous les instruments légaux aux niveaux national et européen. Nous défendons les droits de toutes les personnes discriminées pour des motifs ethniques, d'orientation sexuelle, de genre, de religion, d'idéologie, de handicap ou d'âge. Nous exigeons l'égalité hommes-femmes. Le PGE défend le respect total des principes de la laïcité. Nous réclamons des stratégies cohérentes contre le racisme, la xénophobie, le chauvinisme, le fascisme, l'anticommunisme, l'homophobie et toute autre forme de discrimination. Nous travaillons à une politique conforme à la Convention de Genève sur le statut des réfugiés. Les personnes qui doivent s'exiler du fait de leur activité politique, de leur religion, de leur idéologie, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre doivent pouvoir trouver accueil et sécurité en Europe. Nous exigeons que soient reconnues à bénéficier du droit d'asile les personnes persécutées pour des motifs de genre ou de nationalité, ainsi qu'une protection particulière pour les enfants réfugiés. Nous rejetons donc le système actuel de contrôle aux frontières FRONTEX. Le PGE s'oppose fermement à toute tentative visant à faire des migrants des boucs émissaires face aux problèmes sociaux. Nous luttons pour que les politiques européennes comportent une dimension sociale forte.

- L'accès universel à l'éducation, à la culture, aux médias et la possibilité d'utiliser ses propres formes culturelles d'expression sont essentiels pour un dialogue démocratique en Europe et dans le monde. La responsabilité publique en matière d'éducation, d'échanges interculturels et de neutralité des réseaux numériques doit être de la responsabilité des pays et de l'Europe. Les retards sont évidents en matière d'éducation libre, de liberté de l'information, de droit d'auteur moderne incluant les droits des utilisateurs et tenant compte des créateurs. La privatisation de l'enseignement public doit cesser. C'est pourquoi nous nous opposons au processus de Bologne. C'est maintenant que doivent être mises en place de bonnes conditions de travail pour les enseignants, les journalistes, les personnes travaillant dans les secteurs 13 nouveaux, le cinéma, le spectacle et l'industrie numérique. L'Europe a besoin d'une politique véritablement pluraliste dans les médias, publics ou privés ; il s'agit d'une condition essentielle de la démocratie.

- Nous voulons combattre la crise financière en régulant les marchés financiers et en impulsant une orientation macroéconomique cohérente allant vers un mode de développement social et écologique et menant l'indispensable combat contre la pauvreté, Afin de faire grandir notre alternative politique dans la perspective d'un nouveau mode de développement et de l'inscrire dans le paysage politique, nous mettons en avant les points stratégiques essentiels suivants de nos combats politiques :

- Le développement de services publics répondant aux besoins collectifs essentiels faisant converger leurs efforts à l'échelle de l'Europe, une gestion concertée et coopérative des biens publics mondiaux, un développement de l'économie sociale et solidaire sur des bases vraiment démocratiques. Ce qui implique l'arrêt des processus de libéralisation et de privatisation des services publics et des plans d'investissement massif dans ces secteurs.

- Une politique active de créations d'emplois accompagnée de la sécurisation des parcours de formation et d'emploi tout au long de la vie garantissant le revenu.

- Une ère nouvelle de la démocratie à tous les niveaux, avec notamment des pouvoirs nouveaux d'intervention dans les gestions pour les salariés et des pouvoirs pour les représentants élus des territoires de contrôle des fonds publics attribués aux grandes entreprises.

Avec ces propositions, le Parti de la gauche européenne s'adresse à la population de l'Europe ; aux hommes et aux femmes, quel que soit leur pays, quelles que soient leur conception du monde ou leur religion, qu'ils soient nés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union européenne. L'aggravation immense des crises économique, sociale et écologique exige une action radicale immédiate. Nous voulons que l'Europe et le monde deviennent pour chacun des lieux de vie meilleurs. Mais pour que cela advienne, nous devons les protéger des menaces. Nous ne pouvons pas rendre le monde meilleur si nous ne le sauvons pas, mais nous pouvons sauver le monde en le rendant meilleur. Le Parti de la gauche européenne s'inscrit dans la perspective d'un monde radicalement différent, de la démocratie et du socialisme. Le Parti de la gauche européenne est ouvert à tous ceux qui veulent soutenir cette feuille de route. Nous aspirons à: un monde de liberté, de justice et d'égalité, sans répression, sans exploitation, sans faim, sans besoins insatisfaits. Nous voulons faire de ce rêve une réalité.

Vie du Parti

Collectif national « Entreprises, lieux de travail »

Le collectif national « Entreprises, lieux de travail » vous propose, en lien avec les mobilisations sociales, de lancer en grand dans le monde du travail le Pacte d'union populaire et la construction du programme partagé.

Comme le souligne l'appel lancé par le Conseil National, « c'est au cœur des mobilisations, au cœur d'une union populaire pour satisfaire les besoins humains en prenant l'argent là où il est », que le Parti communiste et les forces du Front de gauche entendent construire ce « programme populaire et partagé ».

Le peuple auquel nous voulons nous adresser, il est dans les quartiers, dans les lycées et universités, il est aussi, massivement, dans les usines, bureaux, lieux de travail.

L'enjeu de notre intervention dans les entreprises est particulièrement important pour la réussite de notre stratégie dans les mois à venir.

Comme dans toute période de lutte, les débats vont être intenses dans les entreprises, début novembre, et la question de la perspective, cruciale!

Appréciation du rapport de force sur la mobilisation pour les retraites, rapport de force idéologique avec le Medef et le capital, conditions pour battre Sarkozy en 2012, propositions alternatives: ces questions vont être au cœur des débats des travailleurs.

Notre capacité à cheminer avec eux, sur les lieux de travail publics comme privés, à débattre de notre proposition de Pacte et d'élargissement du Front de gauche sera déterminante pour la réussite des décisions prises au Conseil National; cela comptera aussi pour les élections cantonales.

Au CN, de nombreux camarades ont témoigné de la disponibilité de salariés, de syndicalistes lors des initiatives du parti. Et nous pouvons nous appuyer sur la bonne mobilisation de nos militants et de nos élus dans les luttes récentes.

Le collectif national propose :

- d'impulser dans chaque fédération une ou des réunions populaires de communistes syndicalistes, de sympathisants, de candidats ou soutiens du Front de gauche aux régionales, pour expliquer notre démarche, leur proposer d'en être acteurs

- de construire un plan de travail, adapté à chaque département, d'initiatives dans les entreprises avec les cahiers du « Pacte Partagé », arrivés début novembre. Nous pourrions viser, dans un premier temps, une initiative dans une entreprise (ou zone d'entreprises), par fédération (voire plus si c'est possible).

L'objectif est que pour le 8 janvier, lors des rencontres nationales des animateurs du parti, nous puissions nous appuyer sur une centaine de débats et des milliers de cahiers portés au débat.

A l'image de l'initiative des camarades de la RATP, nous pouvons solliciter pour ces initiatives nos parlementaires.

Le collectif national est disponible pour participer aux réunions de militants et apporter son aide à cette campagne nationale des cahiers du Pacte Partagé aux entreprises.

COMMUNICATION

Communiqués de presse

- Petits meurtres entre amis à l'UMP
- Sakineh : Pierre Laurent écrit à Seyed Mehdi Miraboutalebi, ambassadeur d'Iran
- Rapport Bockel / délinquance des mineurs : des mesures qui défient l'entendement !
- Lundi 8 novembre 2010 à 19h - Meeting du PCF -
- Révélations du Canard Enchainé : toute la lumière doit être faite sur cette affaire
- AME (aide médicale d'Etat) - Une décision cruelle et irresponsable qui entache la représentation nationale

Aide à la communication

Purge sociale européenne

Combien de fois les promoteurs du traité de Lisbonne n'ont-ils pas expliqué, avec morgue et suffisance, que leur texte était si sacré qu'il était intouchable ? Intouchable ! Évidemment, s'il s'agissait d'y inclure le moindre progrès social ou démocratique. Or, voilà que subitement le Conseil des chefs d'État et de gouvernement engage une procédure pour modifier ce traité, de telle sorte qu'il devienne encore plus un instrument d'application de sacrifices décuplés pour les peuples. Il décide de pérenniser le Fond dit « de stabilité financière » et, décision gravissime, de le placer sous la tutelle du FMI. Ce fonds ne servait jusqu'ici qu'à mettre de l'argent public sur la table – 440 milliards d'euros pour l'instant – pour permettre aux États, pillés par les réductions d'impôt sur le capital et les taux d'intérêt bancaires usuraires, de rembourser les banques qui les pratiquent, tout en continuant d'abaisser les impôts des plus fortunés et d'appliquer de véritables purges sociales à tous les autres. Aux mesures en cours, comme la casse des systèmes de retraite, le blocage ou la baisse des rémunérations du travail, les hausses d'impôts indirects, la réduction de l'emploi public, les privatisations, dans tous les pays européens, va s'ajouter la violence de nouveaux plans de super austérité.

La modification du traité de Lisbonne, à l'instigation de Mme Merkel et de M. Sarkozy, vise à permettre à la Commission de Bruxelles et au Conseil européen de s'ériger en police de la mise en œuvre de ces programmes d'appauvrissement des peuples et en tribunal d'application des peines. Celles-ci prendront la forme de ponctions sur les budgets nationaux et de suspension du droit de vote au Conseil européen, de l'État considéré comme fautif. Le texte adopté prévoit explicitement que les pays engageant un plan de casse des retraites soient récompensés. Ceci n'est rien d'autre qu'un coup d'état à froid d'institutions européennes non élues au service de la dictature de la finance. Très significatifs sont les derniers actes de la Commission européenne. Elle demande au gouvernement français d'élargir le bouclier fiscal aux résidents étrangers. Quel symbole ! Elle envisage la création d'un fonds de pension européen pour les retraites par capitalisation. Cela rend encore plus claire la loi sarkozyste contre les retraites. Elle veut diminuer le budget de l'Union européenne.

Voilà les symboles crus de l'Europe antisociale et autoritaire. Après le rejet du traité européen de 2005, c'est aujourd'hui, encore plus qu'hier, le refus de cette Europe du capital contre le travail qui s'exprime dans le grand mouvement social en France. Il n'est pas isolé. Il se développe également en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce, en Roumanie, après la manifestation européenne du 29 septembre à Bruxelles. Cette solidarisation des

peuples contre l'Europe autoritaire, antisociale, devrait prendre de l'ampleur. En s'enracinant dans chaque pays contre cette guerre sociale, ces mouvements sociaux appellent à changer radicalement les traités européens.

Puisque le Conseil européen lui-même déclare désormais qu'on peut changer celui de Lisbonne, mettons le pied dans la porte pour une Europe sociale, solidaire, démocratique et écologique.

Les sans-papiers pauvres devront payer pour se soigner

Les députés ont voté une série d'amendements qui limitent l'aide médicale d'État.

Ses bénéficiaires devront payer un droit d'entrée de trente euros par an. Une « absurdité » selon les parlementaires de gauche et les associations. Bien cachée au milieu du projet de loi de finances pour 2011, les députés ont voté la fin de la couverture maladie gratuite pour les sans-papiers pauvres. Désormais, les bénéficiaires de l'aide médicale d'État (les étrangers en situation irrégulière vivant avec moins de 634 euros par mois) devront payer un droit d'entrée de 30 euros par an.

L'offensive est venue des députés de droite qui ont multiplié les amendements pour « limiter le champ de l'AME ». « Ce dispositif est chroniquement en déficit et nous allons vers un budget exponentiel d'un milliard d'euros ! », a assuré le député UMP Claude Goasguen, dénonçant « abus », « fraudes » et autres « utilisations abusives ». Le budget de l'aide médicale d'État voté pour 2011 est de 588 millions d'euros, soit une hausse de 42 % depuis 2002. Or, a expliqué la ministre de la Santé elle-même, « il n'y a pas de dérive financière de l'AME » puisque, dans le même temps, le nombre de bénéficiaires du dispositif a augmenté de 40 %... L'entrée des Roms bulgares et roumains en 2007 dans le dispositif y est sans doute pour beaucoup, tout comme la hausse des déboutés du droit d'asile, venus gonfler les rangs des étrangers sans titre de séjour ni ressources.

Peu importe, pour le très droitier Dominique Tian (UMP), selon lequel les étrangers en situation irrégulière profitent « d'opérations de confort comme la chirurgie esthétique ou de soins non vitaux comme les fécondations in vitro »; il a donc proposé de limiter l'AME aux seuls « soins urgents ». Une proposition écartée par le gouvernement, Roselyne Bachelot estimant que cela « risque d'exposer la population à des risques épidémiques graves ». Rejeté, cet amendement a tout de même recueilli les voix de vingt députés.

En revanche, d'autres restrictions ont été adoptées par les députés : le paiement d'un timbre fiscal de trente euros par an pour les bénéficiaires majeurs ; la limitation de la notion d'ayants droit aux conjoints et enfants et la diminution du « panier de soins » à des actes dont le service médical rendu est jugé moyen ou important. Ce qui exclut « par exemple, précise l'exposé de ce dernier amendement, les cures thermales ou le traitement de la stérilité ». Comme si les sans-papiers pauvres envahissaient les balnéothérapies… Députés de gauche et associations ont condamné ces restrictions de l'AME: « L'UMP a trouvé un nouveau bouc émissaire, a dit un de ces parlementaires. Le déficit de la Sécurité sociale est tout à coup de la faute aux étrangers en situation irrégulière. Vous avez peur de l'envahisseur, les vieux fantasmes remontent… » Et l'élu d'accuser l'UMP de « chasser sur les terres du Front national ». Un autre élu évoque une « aberration médicale » : « la rougeole ne demande pas à un malade s'il a ses papiers ou pas ». Pour France terre d'asile, il s'agit d'une « grave erreur du point de vue de la santé publique ». La semaine dernière, les associations de patients et d'aide aux étrangers avaient déjà dénoncé des mesures visant à « réduire encore un peu plus l'accès à la santé de populations déjà vulnérables ».

Pour ces associations, habituées à travailler auprès des malades, le ticket modérateur de 30 euros voté par les parlementaires ne fera que retarder l'entrée dans le dispositif, voire le renoncement aux soins.

USA/revers pour Obama : les républicains majoritaires à la Chambre

Poussée sans précédent depuis 1994. Obama souhaite un terrain d'entente avec les républicains. Les démocrates conservent le Sénat.

Les électeurs américains ont balayé mardi la majorité démocrate à la Chambre des représentants et gonflé les rangs républicains au Sénat, qui reste cependant sous contrôle démocrate. Deux ans seulement après l'élection triomphale de Barack Obama, l'angoisse des électeurs face à la crise économique et le mécontentement croissant à l'égard des élites de Washington ont abouti à une déroute électorale pour le président démocrate qui pourrait remettre en cause son calendrier législatif.

Barack Obama a fait part aux républicains de sa volonté de travailler avec eux. Selon les projections des chaînes de télévision, les républicains gagneraient au moins 50 sièges jusque-là détenus par les démocrates, bien plus que les 39 qui leur étaient nécessaires pour faire basculer la Chambre des représentants. Il faut remonter à la vague républicaine de 1994, au milieu du premier mandat de Bill Clinton, pour retrouver trace d'une telle percée. « Notre nouvelle majorité préparera les choses différemment, adoptera une approche nouvelle qui n'a jamais été tentée

auparavant à Washington par un parti, quel qu'il soit », a annoncé John Boehner, pressenti pour succéder à la démocrate Nancy Pelosi au poste de "speaker" de la Chambre. » Cela commence par réduire les dépenses plutôt que de les augmenter, par réduire la taille du gouvernement plutôt que de l'accroître et par réformer la manière dont le Congrès travaille », a-t-il dit.

Au Sénat, en revanche, où 37 des 100 sièges étaient concernés, les démocrates ont survécu à la marée républicaine. La prise de contrôle de la Chambre des représentants par les républicains risque de se traduire par une situation de blocage législatif, une réduction de la marge de manœuvre d'Obama et un durcissement du combat politique sur les questions de la baisse des impôts, de la lutte contre les changements climatiques ou encore de l'immigration. « La capacité qu'avait l'administration Obama à faire passer de nouveaux programmes majeurs était déjà limitée. Avec ce scrutin, l'affaire est entendue », avance Jaret Seiberg, analyste politique au Washington Research Group, une société de conseil en investissement. Les républicains ont déjà présenté un calendrier pour la réduction des dépenses, la baisse du déficit et la remise en cause de certains pans de la réforme du système de santé votée de haute lutte.

Face à cela, Obama dispose de son droit de véto. « Cette moisson de républicains nouvellement élus à la Chambre et au Sénat va considérer que sa mission n'est pas de parvenir à des compromis et des accords avec le président Obama, mais au contraire de détruire ce qui reste de son programme politique et de défaire la réforme de la santé et des services financiers », prédit Ethan Siegal, analyste du Washington Exchange, une société de conseil en politique publique. À Wall Street, les marchés d'actions ont terminé en hausse mardi, soutenus par les secteurs qui pourraient bénéficier d'une victoire républicaine, à commencer par les valeurs liées au secteur de la santé.

Les craintes engendrées par une économie mal en point, un chômage flirtant avec les 10% et le mécontentement face à la politique menée par l'administration Obama auguraient d'une victoire des républicains, qui se confirme aussi dans les scrutins renouvelant 37 gouverneurs. La montée en puissance du mouvement ultraconservateur du Tea Party a également joué contre Obama et les démocrates. En quelques mois, cette mouvance, apparue à la marge du Parti conservateur, a profondément changé la donne politique.

Vecteur du mécontentement à l'égard de l'establishment de Washington, le Tea Party prône moins de dépenses publiques, une réduction drastique de la dette et un rôle plus modeste pour le gouvernement fédéral.

Réduire les prélèvements financiers, développer les services publics

Parmi les idées tartes à la crème de la droite qui font saliver médias et économistes bien pensants, celle d'un excès de prélèvements obligatoires en France par rapport aux autres pays développés tient une place de choix.

Les prélèvements obligatoires sont constitués par les impôts et l'ensemble des cotisations sociales à caractère obligatoire. En 2009, ils ont représenté la coquette somme de 793 milliards d'euros. Le plus gros échoit aux administrations de sécurité sociale, avec 431 milliards, l'État vient en second avec 219,1 milliards ; il est suivi par les administrations publiques locales avec 116,4 milliards, les Odac (organismes divers d'administration centrale comme Pôle emploi), avec 22,6 milliards. En queue de peloton, il y a les prélèvements de l'Union européenne qui se montent à 3,8 milliards d'euros. Tout cet argent est prélevé sur les ménages et les entreprises.

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, le taux de prélèvements obligatoires est passé de 43,9 % en 2006 à 41,6 % en 2009. Mais cette baisse n'a bénéficié qu'aux entreprises et aux ménages fortunés. En octobre 2009, celui qui était alors président de la Cour des comptes, Philippe Seguin, présentant un rapport consacré aux prélèvements sur les entreprises, notait la quasi-stabilisation de ces derniers depuis 1985 et l'importance des réductions réalisées depuis 2007.

Mais ce débat sur l'importance des prélèvements français est truqué. La différence entre les différents niveaux d'un pays à l'autre mérite d'être expliquée. Ainsi, les prélèvements obligatoires au titre de l'assurance maladie sont proportionnellement plus importants dans notre pays qu'aux États-Unis alors que les dépenses de santé par habitant y sont moins élevées. Tout le monde reconnaît cependant que le système de soins est moins efficace pour la population de l'autre côté de l'Atlantique. Comment expliquer cette contradiction ? Simplement par le fait que, pour se soigner, le travailleur américain doit payer directement de sa poche, quand il le peut, et que cela lui coûte plus cher. Il subit de fait des prélèvements privés, plus coûteux. Aux États-Unis, la santé est en grande partie marchandise ; en France, elle l'est beaucoup moins. Pour l'instant.

Justement, l'une des clés de la sortie de crise, c'est la nécessité dans notre pays, et ailleurs également, de faire reculer les prélèvements privés et financiers en développant les prélèvements et les services publics. Les revenus de la propriété versés par les entreprises représentaient 13,7 % de la richesse créée par elles en 1980, cette part est montée à 24,2 % en 2000 et à 34,1 % en 2009.

C’est cette ponction qu’il faut réduire, pas les prélèvements publics utiles.